



**OIDP Afrique**  
**IOPD Africa**



Observatoire International de la  
Démocratie Participative -Afrique

# Rapport des Activités

## OIDP Afrique 2019-2021

**LES JEUDIS DE  
L'EXCELLENCE TERRITORIALE**

Dissémination des bonnes pratiques et innovations primées au  
cours de deux éditions du Prix d'Excellence du Leadership Local



**WEBINAIRE DE LANCEMENT**

**Jeudi 05 Novembre 2020**  
**EN DIRECT à Partir de 10H sur :**



Pour ne rien rater de l'évènement : Connectez-vous au webinaire avec le lien ci-dessous :  
<http://jeudi-cu-pell.endaecopop.org> - ou sur (Youtube : ENDA TÉLÉVISION-HD)



**AFRIQUE**

**Visioconférence**

**Gestion de la pandémie du Coronavirus en Afrique :  
la réponse des villes et territoires**

**Lancement de la consultation régionale**

**Mardi 14 Juillet 2020, 14h00 GMT**

Pour participer à la visioconférence, cliquez sur le  
lien de connexion: <http://www.webinaire.oidp-afrique.org/>

Mamadou Bachir KANOUTE  
Coordinateur pour l'Afrique  
Décembre 2021



## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| Avant-Propos.....   | 3  |
| Rappel des missions de l’OIDP.....  | 4  |
| Activités mises en œuvre au cours de la période 2019-2021 .....   | 5  |
| A.    Volet Expérimentation/ Projet .....   | 5  |
| I.    YTAX, un système numérique de recouvrement de taxes communales .....  | 5  |
| II.    Prix d’Excellence du Leadership Local – 3 <sup>e</sup> Edition .....   | 6  |
| III.    Projet de Développement Municipal et de Résilience Urbaine (MDUR) - Haïti ....  | 8  |
| IV.    Projet Offensive Locale Citoyenne pour la lutte contre la Corruption et le Blanchiment de capitaux (OFFLOCC) .....   | 9  |
| V.    Partenariat pour un Gouvernement Ouvert - Sénégal .....   | 12 |
| B.    Volet Influence, Plaidoyer et Réseautage.....   | 13 |
| VI.    Participation à la 10 <sup>ème</sup> Edition du Forum Urbain Mondial.....  | 13 |
| VII.    Consultations régionales sur la Gestion du COVID-19 depuis les Territoires .....  | 15 |
| VIII.    Mise en Place des Instances Politiques de l’OIDP.....  | 19 |
| IX.    Campus Virtuel des Penseurs Urbains à l’occasion de la Célébration de la Journée Mondiale des Villes sur le thème : "Promouvoir l'engagement des Collectivités Territoriales et des Citoyens pour la Ville dont nous avons besoin en Afrique, à l'heure du Covid-19 et au-delà"..... | 19 |
| X.    Forum National sur le Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones au Togo .....  | 21 |
| XI.    Contribution aux Activités de People Powered .....   | 21 |
| C.    Volet Stratégie et Développement de Capacités.....  | 22 |
| XII.    Session de Formation sur le Développement Economique Local – Tunis .....  | 22 |
| XIII.    Session de Formation des Facilitateurs et Cadres Municipaux au Budget Participatif – Caracol (Haïti) .....   | 23 |
| XIV.    Formation des agents techniques et acteurs locaux de la ville de Dakar et de la commune de Grand-Yoff sur la préparation et le financement de projets d’investissement  | 24 |
| XV.    Atelier de Formation au Plaidoyer des Acteurs de la Société Civile pour l’Adhésion du Togo au PGO.....   | 26 |
| D.    Budget 2020-2021 .....  | 28 |
| E.    Perspectives en 2022 .....  | 28 |

## Avant-Propos



Le bureau pour l'Afrique de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) a été créé officiellement le 7 décembre 2012, au cours d'une assemblée en marge du Sommet AFRICITES tenu à Dakar. La cérémonie solennelle avait été présidée par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales du Sénégal, le Directeur du Bureau des Projets de ONU-Habitat, le Secrétaire Général de l'Observatoire International de la Démocratie Participative, le Président de l'Union des Associations d'Élus Locaux du Sénégal et en présence de 156 participants venant de 13 pays d'Afrique.

Les objectifs majeurs de l'OIDP sont de promouvoir la démocratie participative, partager les acquis et appuyer l'institutionnalisation de l'approche de démocratie participative dans les politiques publiques.

Le présent rapport fait état des deux exercices précédents (2019/2020 et 2020/2021). Au terme de la neuvième année, des avancées ont été réalisées sur les trois volets qui constituent le cœur d'activité de l'Observatoire, à savoir le volet Expérimentation, le volet Développement de Capacités d'Intervention et le volet Influence, Plaidoyer et Réseautage.

Ainsi, sur le volet Expérimentation, un outil de dématérialisation de la collecte de taxes communales a été expérimenté au Sénégal et constitue une avancée majeure sur la prévention et la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale et l'approfondissement de la décentralisation financière, surtout dans son volet mobilisation des ressources locales. Sur le volet Influence, Plaidoyer et Réseautage, l'OIDP Afrique a pris part à des activités d'envergure telles que le 10<sup>e</sup> Forum Urbain Mondial tenu à Abu Dhabi. A la survenue de la pandémie de COVID-19, l'OIDP Afrique a lancé une série de consultations sous régionales, sur le thème "**Réponses des villes et territoriales dans la gestion de la pandémie du coronavirus en Afrique**". Quant au volet Développement de Capacités, des acteurs locaux d'horizons divers ont été formés sur les thématiques du développement économique local, du budget participatif, mais aussi de la préparation et du financement de projets d'investissement.

Au plan politique, la période 2019-2021 a vu la traduction des recommandations de la 19<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'OIDP, au cours de laquelle il avait été retenu de finaliser la mise en place des instances politiques de l'Observatoire dans les différentes sous-régions du continent.

En perspective, la désignation d'un point focal opérationnel dans chaque sous-région du continent, ainsi que le renforcement des stratégies de communication, de mobilisation des ressources et de renforcement de capacités sont attendues.

Pour terminer, nous adressons nos remerciements à l'ensemble de nos partenaires pour avoir participé au succès de nos activités et ainsi contribué à l'accomplissement de nos missions au cours des deux dernières années.

**Bachir KANOUTE**  
Coordinateur pour l'Afrique

## Rappel des missions de l'OIDP

L'Observatoire International de la Démocratie Participative, qui a été créé en 2001, est un espace ouvert aux villes, aux organisations de la société civile, universités et centres de recherche qui souhaitent connaître, échanger ou appliquer des approches de démocratie participative au niveau local et ce, pour approfondir la démocratie dans la gouvernance locale.

Depuis 2006, l'OIDP travaille en collaboration avec l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), notamment à l'articulation d'un cadre conjoint avec la Commission d'inclusion sociale et de démocratie participative. L'OIDP travaille également avec d'autres réseaux de villes notamment METROPOLIS.

Parmi les acquis, on peut citer l'organisation chaque année d'une conférence internationale qui permet d'avancer dans le débat sur la démocratie participative et de partager les expériences et les acquis dans ce domaine. L'OIDP a également mis en place le Prix "Bonne pratique en participation citoyenne", dont l'objectif est de récompenser les expériences innovantes dans le domaine de la démocratie participative favorisant la participation et l'implication des citoyens et citoyennes dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques.

Son mandat est de promouvoir à travers le monde, des approches et politiques qui promeuvent l'implication des citoyens dans la gouvernance publique, par des mécanismes de participation citoyenne, gouvernement ouvert, transparence des politiques, gouvernance ouverte, etc.

Les objectifs majeurs de l'Observatoire sont de : constituer le principal réseau de villes et d'institutions du monde en matière de participation citoyenne ; promouvoir la démocratie participative ; stimuler la coopération entre les gouvernements locaux en s'appuyant sur l'échange d'expériences ; établir un mécanisme de suivi de l'état de la démocratie participative dans le monde.

De manière spécifique l'Observatoire pour l'Afrique se donne comme ambition :

- Observer, suivre et rendre visible les expériences de BP en Afrique
- Accompagner la mise en œuvre et renforcer les processus BP en Afrique
- Capitaliser les expériences africaines de BP à partager avec le reste du Monde
- Généraliser et appuyer l'institutionnalisation de l'approche BP dans les politiques publiques

# Activités mises en œuvre au cours de la période 2019-2021

## A. Volet Expérimentation/ Projet

### I. YTAX, un système numérique de recouvrement de taxes communales

YTAX (Yeelen Taxe en version longue), qui signifie en langues nationales *transparence, sourire et lumière sur les taxes*, est une plateforme numérique dédiée à la collecte des taxes communales pour améliorer la mobilisation des ressources locales, renforcer la transparence et lutter contre l'évasion fiscale. Le dispositif YTAX intègre les différentes opérations effectuées par les intervenants dans la chaîne fiscale locale pour :

- Cartographier et fiabiliser l'assiette fiscale de la commune grâce à une géolocalisation des agents collecteurs et des contribuables.
- Collecter et enregistrer les différentes taxes communales qui sont régulièrement mises à jour grâce à des états financiers fiables générés, avec le report et le recouvrement de la fiscalité des communes qui pourront être effectués.
- Rendre transparente la chaîne fiscale et partager l'information financière auprès des acteurs clés représentant l'Etat, les collectivités locales et les populations.



*Illustration 1 : Aperçu du dispositif Ytax*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le dispositif est expérimenté dans 4 communes du Sénégal : Bagadadji, Kédougou, Koumpentoum et Tanaff. Au bout de trois (3) mois de mise en œuvre, YTAX a permis de booster le recouvrement des taxes, qui s'est traduit par une hausse globale de la collecte dans toutes les communes. Ci-dessous le tableau d'évolution de la collecte par rapport à l'exercice précédent (en raison de la survenue de la pandémie de Covid-19 en 2020, l'année 2019 a été prise comme année de référence).

| Communes    | NIVEAU DE COLLECTE |               | Evolution |
|-------------|--------------------|---------------|-----------|
|             | AVANT YTAX (2019)  | AVEC YTAX     |           |
| Bagadadji   | 0 CFA              | 327 850 CFA   | -         |
| Kédougou    | 3 503 604 CFA      | 9 430 250 CFA | 169%      |
| Koumpentoum | 512 976 CFA        | 1 842 200 CFA | 259%      |
| Tanaff      | 464 922 CFA        | 1 480 500 CFA | 218%      |

## II. Prix d'Excellence du Leadership Local – 3<sup>e</sup> Edition

### 1. Une Première au format numérique



Illustration 2: Flyer du Lancement de la 3<sup>e</sup> Edition du PELL

La troisième édition du Prix d'Excellence du Leadership Local (PELL 2020), tenue sous un format numérique, vu le contexte de la pandémie du COVID 19, a été lancée le 05 novembre 2020 sur la plateforme de vidéoconférence Zoom, par Enda ECOPOP en collaboration avec l'Union des Associations des Elus Locaux (UAEL), le Programme National de Développement Local (PNDL) et l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) sous l'ancrage institutionnel du Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des territoires (MCTDAT).

Cette édition numérique visait d'une part à vulgariser et disséminer les bonnes pratiques et innovations primées au cours des deux éditions précédentes pour renforcer la gestion et le partage des connaissances auprès du grand public, l'apprentissage et la formation pour une transformation sociétale, et d'autre part, de maintenir un esprit de compétition sain entre les primés.

Après le lancement de cette troisième édition, 7 webinaires ayant permis aux lauréats des précédentes éditions de présenter les bonnes pratiques et innovations dans gouvernance territoriale, de partager les effets/impacts et dégager les perspectives ont été tenus. Tous confondus, ces webinaires ont enregistré 36 présentations venant des collectivités territoriales, 4 des journalistes-communicants et 1 des chercheurs-universitaires.

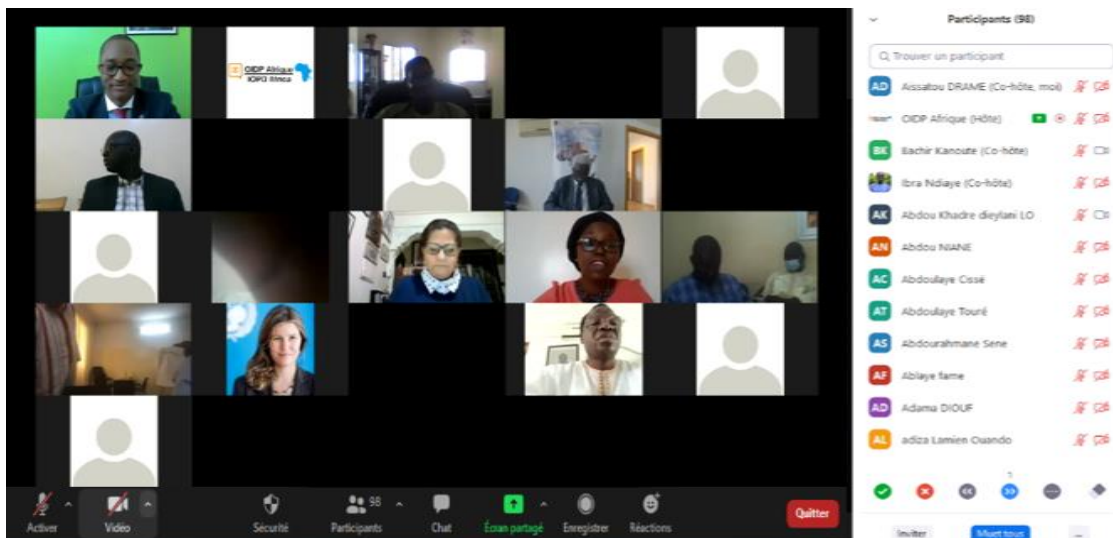


Illustration 3 : Séance Virtuelle 3<sup>e</sup> Edition du PELL

## 2. Les Nominés

Les présentations faites par les élus, les journalistes-communicants et universitaires ont permis aux membres du comité scientifique de porter des notes sur les effets/impacts et perspectives des bonnes pratiques. Les webinaires se sont tenus suivant l'ordre de passage ci-dessous :

| Date                   | Catégories   | Nominés   |
|------------------------|--|---|
| <b>12 novembre</b>     | Inclusion, Egalite et Équité   | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. CD Kaolack,</li> <li>2. Ndiaffate,</li> <li>3. Ngoundiane,</li> <li>4. Pikine Est,</li> <li>5. Thieppe</li> </ol>   |
| <b>19 novembre</b>     | Efficacité et Efficience budgétaire  | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Diaroumé,</li> <li>2. Mont Rolland,</li> <li>3. Passy,</li> <li>4. Thiakhar,</li> <li>5. Sam Notaire,</li> <li>6. Yeumbeul Nord</li> </ol>  |
| <b>26 novembre</b>     | Territorialisation des Politiques publiques et Agendas internationaux de développement ; | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. CD de Kaolack,</li> <li>2. CD de Kédougou,</li> <li>3. CD de Louga,</li> <li>4. CD de Saint-Louis,</li> <li>5. Sandiara,</li> <li>6. Ville de Thiès</li> </ol>  |
| <b>03 décembre</b>     | Transparence et Reddition des comptes  | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Diaobé Kadendou,</li> <li>2. CD Kaolack,</li> <li>3. Médina Yoro Foulah,</li> <li>4. CD Salémata,</li> <li>5. Ville de Thiès</li> </ol>   |
| <b>10 décembre</b>     | Solidarité et Assistance aux communautés vulnérables                                     | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. CD Guinguinéo,</li> <li>2. CD Kaffrine,</li> <li>3. Saint-Louis,</li> <li>4. Sandiara,</li> <li>5. CD Tivaouane,</li> <li>6. Ziguinchor</li> </ol>  |
| <b>17 décembre</b>     | Participation et Engagement Citoyen  | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Dalifort Forail,</li> <li>2. CD Kaolack,</li> <li>3. Niakhéne,</li> <li>4. Sandiara,</li> <li>5. Tambacounda,</li> <li>6. Ville de Thiès</li> </ol>   |
| <b>14 janvier 2021</b> | Universitaires/Chercheurs et Journalistes /Communicants                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rougyatou KA (<i>UGB</i>),</li> <li>• Ibrahima DIEDHIOU (<i>2STV</i>),</li> <li>• Cheikh Saad Bou SEYE (<i>Ndar Info</i>),</li> <li>• Ngoundji DIENG (<i>Quotidien</i>),</li> <li>• Maguette NDONG (<i>Le Soleil</i>)</li> </ul> |

### 3. La Cérémonie de Remise des Prix

La cérémonie de remise des Awards s'est tenue le 26 février 2021 sur Zoom sous la présidence de M. Etienne TURPIN, Secrétaire Général du MCTDAT et en présence de personnalités invitées venant du Sénégal et des pays africains. Au cours de cette cérémonie six (06) collectivités territoriales, deux (02) journalistes-communicants et une doctorante ont reçu leur Awards des mains des invités d'honneur.

La cérémonie de remise des Prix a démarré suite à la projection du film de la deuxième édition du PELL. Ont été primés :

| Catégorie                  | Lauréat                         |
|----------------------------|---------------------------------|
| Universitaire – Chercheure | Rougyatou KA (UGB)              |
| Documentaire TV            | Cheikh Saad Bou SEYE (NdarInfo) |
| Article de Presse          | Ngoundji DIENG                  |

Les collectivités territoriales primées :

| Catégorie  | Lauréat                            |
|--|------------------------------------|
| Efficacité et efficience budgétaire  | Commune de Passy                   |
| Transparence et reddition des comptes  | Ville de Thiès                     |
| Inclusion, égalité et équité   | Conseil Départemental de Kaolack   |
| Solidarité et assistance aux communautés vulnérables                                   | Conseil Départemental de Tivaouane |
| Participation et engagement citoyen  | Commune de Niakhène                |
| Territorialisation des politiques publiques et agendas internationaux de développement | Commune de Sandiara                |

Ce fut également l'occasion pour le Président du Comité Scientifique de présenter le mémorandum avec les principales recommandations aux autorités et diverses parties prenantes, dans le but d'améliorer le cadre de la décentralisation au Sénégal.

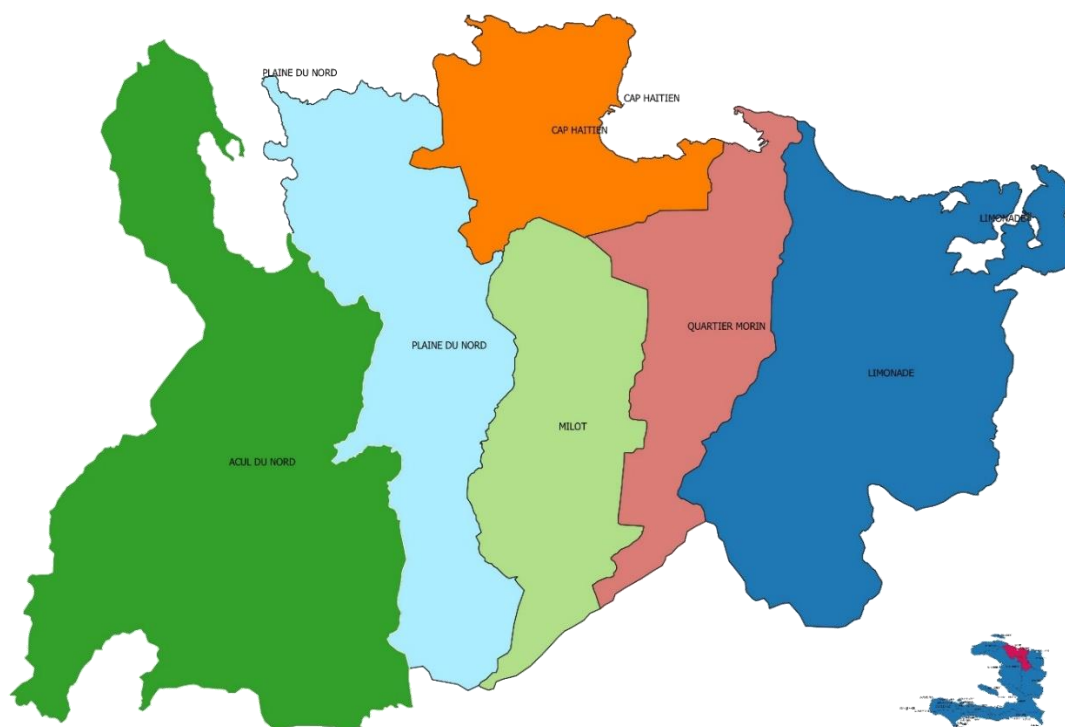
### III. Projet de Développement Municipal et de Résilience Urbaine (MDUR) - Haïti

Le projet de Développement Municipal et de Résilience Urbaine (MDUR), initié par le Gouvernement haïtien (GoH) et la Banque mondiale (BM), est une initiative visant à augmenter les capacités institutionnelles des municipalités de la zone métropolitaine du Cap-Haïtien pour l'amélioration de prestations en infrastructures résilientes.

Le projet est articulé autour de 4 composantes, nous intervenons dans la composante 1, relative à l'Appui aux investissements municipaux, le renforcement des capacités et la planification stratégique qui soutiendra les six municipalités de la région métropolitaine du Cap Haïtien pour leur permettre de planifier, financer et gérer des infrastructures résilientes, fournir des services et élaborer des plans de développement locaux.

Un des principes fondamentaux de cette composante est la participation des communautés à la prise de décisions afin d'assurer des résultats plus durables. Le deuxième principe est de permettre aux municipalités de renforcer leurs capacités par l'apprentissage, la pratique et la mise en œuvre de sous-projets.

En termes de réalisation, un atelier de formation des facilitateurs et cadres municipaux sur le budget participatif a été tenu au cours du 3<sup>e</sup> trimestre de mise en œuvre du projet. Et durant le 4<sup>e</sup> trimestre, des facilitateurs des six (6) communes cibles ont été accompagnés dans l'élaboration des plans d'actions pour la mise en œuvre de l'approche du Budget Participatif, le cadre temporel du processus du BP en Haïti et le guide méthodologique pour l'approche du BP en Haïti.



*Illustration 4: Carte des 6 municipalités d'intervention du Cap Haïtien*

#### **IV. Projet Offensive Locale Citoyenne pour la lutte contre la Corruption et le Blanchiment de capitaux (OFFLOCC)**

La mise en œuvre de la politique économique et sociale du Sénégal s'adosse au renforcement de la gouvernance locale et la promotion de la viabilité des territoires notamment par le biais de l'alignement des structures des dépenses publiques concernant les aspects liés aux priorités de développement, à la promotion de l'éthique, à la transparence et à la reddition des comptes et l'efficacité de la dépense publique. Cette politique participe aussi au renforcement de la

résilience communautaire et des conditions de vie des populations par l'amélioration de leur accès aux services sociaux de base et équipements urbains.

Cependant, il est à craindre que ces réformes importantes sur le plan normatif et réglementaire occasionnent également la décentralisation des pratiques corruptrices du niveau central vers les collectivités territoriales, encore fragiles et dépourvues de capacités techniques, institutionnelles et managériales. D'autant plus que les améliorations tant attendues, du cadre et des conditions de vie des populations dans les collectivités territoriales, tardent à se matérialiser. Il faut admettre que ces responsabilités et compétences transférées ne sont pas totalement assumées par les collectivités territoriales qui n'arrivent pas encore à jouer leur rôle de promoteur et catalyseur du développement territorial.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet OFFLOCC financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par Enda ECOPOP de janvier 2019 à mai 2021 dans 7 communes du Sénégal : Sédhiou (région de Sédhiou), Diaobé-Kadendou (région de Kolda), Kédougou (région de Kédougou), Diourbel et Dangalma (région de Diourbel), Cayar (région de Thiès) et Dalifort (région de Dakar). L'objectif est de fournir une meilleure résilience communautaire par le renforcement de la participation et de l'engagement des citoyens de même que la capacitation des décideurs dans la lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et l'évasion fiscale à travers l'amélioration de la situation financière des collectivités territoriales.

Après près de deux années d'exécution, le projet a atteint les résultats suivants :

- Les citoyens et décideurs clés sont sensibilisés et mobilisés autour des initiatives de la lutte contre la fraude, la corruption et le blanchiment de capitaux. Les délibérations des conseils municipaux des 07 communes sur l'acceptation du projet OFFLOCC traduisent l'engagement des élus dans le processus de prévention et lutte contre la corruption. La participation des institutions publiques et privées, des médias, de la société civile, des services techniques déconcentrés, des leaders communautaires, des OCB et des populations dans le processus de mise en œuvre du projet dénote un intérêt manifeste sur la problématique de la corruption à toutes les échelles et particulièrement à celles territoriales. Ainsi, 533 (cinq cent trente-trois) acteurs clés ont été directement sensibilisés et mobilisés autour de l'initiative du projet OFFLOCC au niveau national et territorial. De même des milliers de personnes sont informées et sensibilisées à travers les médias et les ondes des radios mobilisées pour une diffusion plus large de l'initiative du projet.
- Les accompagnateurs et réformateurs sont formés aux approches, méthodes et outils de prévention et lutte contre la corruption, la fraude et le blanchiment de capitaux dans les collectivités territoriales d'intervention et les communautés. Le projet a procédé à une cartographie des acteurs, de baseline/diagnostic des activités vulnérables à la corruption et de la formation et sensibilisation des élus et acteurs territoriaux. Ainsi, 178 acteurs ont été identifiés dans la cartographie des acteurs et ces mêmes acteurs ont participé aux focus groupes et à l'atelier de restitution. Les bases d'une durabilité et de la pérennisation de l'action sont jetées avec la formation d'un personnel stable au sein des ARD. De même, une mise à l'échelle est déjà ébauchée permettant de toucher d'autres

communes de la Région de Kolda, grâce à la collaboration avec le Programme Gouvernance Locale pour le Développement financé par l'USAID (Programme USAID GoLD) avec qui un plan de synergie est élaboré permettant de démultiplier la formation dans les communes de Kolda et Sinthiang Koundara dans la région de Kolda.

- Le diagnostic des activités vulnérables à la corruption et initiatives à résultats rapide (IRR) est élaboré et validé selon une approche participative et inclusive. Le processus a commencé par l'établissement de Baseline sur les activités vulnérables à la fraude, la corruption et le blanchiment de capitaux. Cette activité a permis de mobiliser 189 acteurs locaux de discuter de manière ouverte et dans un cadre organisé pour identifier et analyser les activités vulnérables à la corruption, la fraude et le blanchiment de capitaux. Dans le prolongement, les acteurs locaux se sont appuyés sur les résultats des études Baseline pour procéder à l'élaboration de plans d'actions de lutte contre la corruption, la fraude et le blanchiment de capitaux. Sept (7) plans d'actions sont élaborés validés et en cours de mise en œuvre par les coalitions d'acteurs.

L'application YECITE dotée aux membres des coalitions d'acteurs constitue l'innovation sociale et technologique majeure du projet. Les membres des coalitions au nombre de 80 acteurs ont bénéficié de deux séances d'habilitation sur l'application. Effet, cette application de feedback citoyen a permis aux membres des coalitions d'acteurs de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux d'alerter ou de faire des témoignages sur les cas de corruption ou sur des bonnes pratiques de gouvernance. Les alertes et ou témoignages sont documentés par la coalition et transmis aux autorités municipales pour une prise en compte des solutions idoines.

Une vingtaine d'alertes et de témoignages sont faits durant l'an 2 à travers l'application YeCité par les populations qui témoigne de leur engagement dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux. Ces alertes ou cas de corruption sont en cours de traitement au sein des coalitions.

| Activités réalisées  | Résultats attendus  | Résultats obtenus                                     |
|--|---|---|
| <b>Mise en place de coalition d'acteurs</b>                                | 6 coalitions à mettre en place<br>180 participants attendus | 7 mises en place<br>198 participants                  |
| <b>Séance d'identification des Initiatives à Résultats Rapides (IRR)</b>   | 6 communes à accompagner<br>6 plans d'actions attendus      | 7 communes accompagnées<br>7 plans d'actions élaborés |
| <b>Accompagnement dans la mise en œuvre des plans d'action</b>             | 6 communes à accompagner                                    | 7 communes sont accompagnées                          |
| <b>Conception et réalisation de la plateforme virtuelle de Télétravail</b> | Conception d'une plateforme                                 | 1 plateforme conçue                                   |

|  |  |   |
|--|--|---|
| <b>Dotation aux facilitateurs de kit technique composé de YECITE</b> | 70 kits à distribuer                                     | 74 kits distribués                            |
| <b>Flyers et affiches distribués</b>                                 | 2000 prévus  | 2480 distribués                               |
| <b>Atelier de restitution communautaire des plans d'actions</b>      | 6 ateliers prévus<br>180 participants attendus           | 6 ateliers tenus<br>185 participants          |
| <b>Evaluation à mi-parcours</b>                                      | Une évaluation prévue<br>Un rapport d'évaluation attendu | 1 évaluation conduite<br>1 rapport disponible |

## V. Partenariat pour un Gouvernement Ouvert

Le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO), est une initiative multilatérale inaugurée en septembre 2011 et regroupe globalement 79 pays membres ainsi que 1000 organisations de la société civile. Elle vise à promouvoir la transparence de l'action publique et de nouvelles formes de collaboration plus ouvertes entre le Gouvernement et la société civile. Cette démarche est facilitée grâce à l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts (PAGOF) mis en œuvre par CFI (Agence Française de coopération médias) et Expertise France. En collaboration avec le Ministère de la Justice, point focal du PGO, Enda ECOPOP assure un accompagnement du processus de formulation du Plan d'actions national.



Le PGO s'appuie sur quatre principes fondateurs que sont : i) amélioration de l'accès à l'information des gouvernements et administrations ii) la participation et engagement citoyen dans la gestion publique, iii) instauration de normes d'intégrité professionnelle exemplaires dans les administrations et enfin iv) amélioration de l'accès aux nouvelles technologies pour une plus grande ouverture et une responsabilité accrue.

Dans un cadre partenarial regroupant administration et société civile, le **Sénégal** a co-construit son premier plan d'action national du PGO, en attente d'adoption par l'Assemblée Nationale et publié sur le site du PGO. Le plan d'action pour les trois prochaines années consacre trois axes en priorité: i) l'amélioration de la transparence dans la gestion publique et de l'accès à l'information, ii) l'amélioration de l'accès au service public et de la qualité des services rendus aux usagers-clients et enfin iii) le renforcement de la participation et de l'engagement citoyen.

En **République Démocratique du Congo**, dans la province de Kinshasa, le Collectif 24, plateforme des OSC congolaises et membre de l’OIDP, a appuyé les comités budget participatif des communes de Barumbu et Ngaba dans l’activité de suivi et contrôle des ouvrages réalisés par les communes dans le cadre du BP de l’exercice 2021.

Pour cette année, les priorités de la commune de Barumbu étaient relatives au volet Hygiène et ont été prises en compte. En termes de réalisations, quatre (4) toilettes publiques sont mises en place, dont trois (3) encore en cours de construction et une déjà opérationnelle.

Le taux de réalisation des ouvrages est ainsi de 55%, le curage des rivières n’étant pas encore été pris en compte.



*Illustration 5 : Point de Presse de Guillaume Ilunga, Bourgmestre de Barumbu – RD Congo*

Quant à la commune de Ngaba, dans son exercice budget participatif 2021, les priorités définies portaient également sur la construction d’ouvrages pour l’intérêt général de cette municipalité. Il s’agit entre autres de la construction d’une toilette publique au bénéfice de la population de la commune. De même, des passerelles ont été construites pour faciliter les déplacements des populations (la commune n’ayant pas de caniveau et étant connue pour être une zone marécageuse). Le budget participatif de la commune de Ngaba est évalué à 12 mille dollars, équivalant à 30% du budget global de la commune, qui s’élève à hauteur de 40 mille dollars américains.

## **B. Volet Influence, Plaidoyer et Réseautage**

### **VI. Participation à la 10<sup>ème</sup> Edition du Forum Urbain Mondial**

La 10<sup>ème</sup> édition du Forum Urbain Mondial a eu lieu du 8 au 13 février à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis), avec la participation de plus de 13 000 personnes provenant de plus de 168 pays.

L’évènement était organisé par ONU-Habitat pour la première fois dans un pays arabe et le thème de cette édition portait sur « Villes d’opportunités : connecter culture et innovation ». CGLU et l’OIDP s’emploient à placer les collectivités locales au centre de la mise en œuvre des ODD, avec une réelle décentralisation politique et financière, et avec une culture de

participation politique et d'innovation sociale au cœur de la gouvernance. Ainsi, l'OIDP a organisé et participé activement aux sessions suivantes, soulignant l'importance de la participation citoyenne et de la localisation des ODD pour leur implantation effective.

### 1. Session 1 : Gouvernance des villes, culture et localisation des ODD

Cette session a eu lieu le lundi 10 février dans l'espace *SDGs in Action* et a été modérée par Monsieur Alioune Badiane, président du Think Tank Afrique - TUTTA. Les conférenciers présents étaient Nelly Ouassenan, maire adjointe de la ville de Cocody, Côte d'Ivoire, Baba Ndiaye, Président du Conseil Départemental de Kaolack au Sénégal, Adrià Duarte, Coordinateur de l'OIDP, Giovanni Allegretti, chercheur pour le Centre d'Etudes Sociales à l'Université de Coimbra et Yves Cabannes de l'University College London. Bachir Kanouté, Coordinateur Exécutif d'Enda ECOPOP et de l'OIDP Afrique, présentait la session.



*Illustration 6 : Session sur la Gouvernance des villes, culture et localisation des ODD*

### 2. Session 2 : Pratiques participatives et droit à la ville au cœur de l'innovation urbaine

Cette session organisée par l'OIDP a eu lieu le lundi 10 dans l'après-midi. Adrià Duarte, coordinateur de l'OIDP, a présenté et modéré la session lors de laquelle divers représentants de villes et experts ont partagé leurs expériences d'innovation urbaine canalisées à travers la participation citoyenne.

Bachir Kanouté d'Enda ECOPOP, Sénégal, a présenté le rôle des budgets participatifs en Afrique pour atteindre un développement durable et le droit à la ville. Giovanni Allegretti a présenté différentes expériences innovantes de villes et régions italiennes et a souligné l'importance d'institutionnaliser les politiques de participation. Enfin, Nelly Ouassenan adjointe au maire de Cocody, a expliqué les difficultés et les défis auxquels est confronté un gouvernement local en Afrique. Ainsi, la mairie de Cocody a décidé de décentraliser son action afin de mieux se concentrer sur les problèmes dans chaque domaine.



*Illustration 7 : Session sur les Pratiques participatives et droit à la ville au cœur de l'innovation urbaine*

## VII. Consultations régionales sur la Gestion du COVID-19 depuis les Territoires

Le bureau Afrique de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) a procédé au lancement des consultations sous régionales sur le thème "**Réponses des villes et territoriales dans la gestion de la pandémie du coronavirus en Afrique**". Ces consultations avaient comme objectif le partage et la réflexion sur l'évolution de la pandémie de la Covid-19 dans les villes africaines à travers les expériences vécues, les impacts (sur le développement local, la démocratie, la participation citoyenne, etc.) et les stratégies de résilience.

Prenant en compte la réalité de la distanciation sociale dans un contexte de pandémie du coronavirus, les consultations se sont tenues sous forme de webinaires de 2 heures 30 minutes sur la plateforme de visioconférence Zoom. Elles se sont déroulées en deux étapes:

- Un webinaire de cadrage et lancement de la consultation régionale, tenu le xxx Juillet 2020 et ayant enregistré la participation du Président de l'Observatoire International de la démocratie Participative (OIDP), de l'Union africaine à travers Sa Commissaire xxx, le Directeur Afrique du Programme des Nations Unies pour les Établissements humains (Onu Habitat), le Secrétaire Général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique), etc.
- 5 webinaires de consultations, à raison d'une dans chacune des sous régions d'Afrique. Chaque consultation a enregistré la participation d'un Ministre ou représentant de gouvernement de la sous-région, un Maire, un représentant des structures d'appui aux collectivités territoriales, un représentant de la société civile, un universitaire, un représentant des partenaires technique et financier.

Chaque webinaire a connu les temps forts d'allocution d'ouverture, suivi les présentations d'expériences des pays et d'échanges avec le public. La présentation, par le coordinateur, des perspectives de développement de l'OIDP en Afrique et la synthèse ont mis fin des échanges.

Ainsi, 18 pays d'Afrique ont pu participer et partager lors des webinaires sur le contexte d'éclatement de la pandémie dans leurs pays respectifs, le vécu et évolution de la pandémie, la

gestion et mesures qui ont été prises par le gouvernement central et les gouvernements locaux. Ces pays ont également partagé les impacts de la pandémie (sur l'économie locale, la démocratie, la participation citoyenne, etc.), et identifié des pistes de riposte et de résilience afin de mieux préparer la période post-COVID. En termes d'audience, des participants venant de 31 pays d'Afrique et du monde ont pu suivre et contribuer aux échanges.

## 1. Format des Consultations

Prenant en compte la réalité de la distanciation sociale, les consultations se sont tenues sous forme de webinaires de 2 heures 30 minutes sur la plateforme de visioconférence Zoom. Elles se sont déroulées en 2 temps forts (une consultation régionale destinée au lancement et au cadrage, et 5 consultations sous-régionales) sous le format suivant:

| Activités  | Timing |
|--|--------|
| - Allocutions d'ouverture  | 40 mn  |
| - Présentations des Expériences                                    | 60 mn  |
| - Echanges avec le public  | 30 mn  |
| - Présentation des perspectives de développement de l'OIDP Afrique | 15 mn  |
| - Synthèse et Clôture  | 5 mn   |

Grâce à cette approche, les représentants de 18 pays d'Afrique ont échangé lors des webinaires sur le contexte d'éclatement de la pandémie dans leurs pays respectifs, son évolution et les mesures qui ont été prises par le gouvernement central et les gouvernements locaux. Ces pays ont également partagé les impacts de la pandémie (sur l'économie locale, la démocratie, la participation citoyenne, etc.), et tenté d'identifier des pistes de riposte et de résilience afin de mieux préparer la période post-COVID. En termes d'audience, 369 participants venant de 31 pays d'Afrique et du monde ont pu prendre part et contribuer aux échanges sur l'ensemble des consultations. Pour chaque sous-région, les consultations ont été présidées par le Président de l'OIDP et modérée par le Coordinateur Afrique de l'OIDP. Ces consultations ont vu la participation d'autorités locales, de responsables de l'OIDP et de diverses institutions partenaires, afin de partager leurs expériences de la gestion de la pandémie au niveau des territoires, dans leurs pays respectifs.



Illustration 8 : Session de Lancement des Consultations COVID – OIDP Afrique

## 2. Les Intervenants

| Session                   | Part.           | Allocutions   | Partage d'Expériences   |
|---------------------------|-----------------|---|---|
| <b>Lancement</b>          | 98 participants | <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jean-Marc YACE, Maire de la Ville de Cocody, Président OIDP, COTE D'IVOIRE</li> <li>• Son Excellence, Mme Minata Samate CESSOUMA, Commissaire aux Affaires Politiques de l'Union Africaine, Addis Abeba/ETHIOPIE</li> <li>• M. Jean Pierre Elong MBASSI, Secrétaire Général, CGLU Afrique, Rabat/MAROC</li> <li>• M. Oumar SYLLA, Directeur du Bureau Afrique d'ONU Habitat, Nairobi/KENYA</li> <li>• M. Luc DORAY, Secrétaire Général OCPM, Montréal/CANADA</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Bleue Régine TSOUNGUI OBAMA, maire de la commune de Ngomedzap, CAMEROUN</li> <li>• M. Mohamed SEFIANI, maire de la ville de Chefchaouen, MAROC</li> </ul>  |
| <b>Afrique de l'Ouest</b> | 62 participants | <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jean-Marc YACE, Maire de la Ville de Cocody, Président OIDP, COTE D'IVOIRE</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jean-Jacques YAPO, Directeur Général de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI)</li> <li>• M. Georges OSEI-BIMPEH, Directeur SEND West Africa, GHANA</li> <li>• M. Yacouba TRAORE, Président de l'Association des Municipalités du Mali, Maire de la Commune de Tangadougou, MALI</li> <li>• Monsieur Saer NDAO, Gouverneur de la Région de Kédougou</li> </ul> |
| <b>Afrique du Nord</b>    | 70 participants | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Nelly OUASSENAN, Adjointe au Maire de la ville de Cocody, COTE D'IVOIRE</li> <li>• M. Jean Pierre ELONG MBASSI, Secrétaire Général CGLUA</li> <li>• M. Mokhtar HAMAMMI, Ancien Ministre des Affaires Locales et de l'Environnement de Tunisie</li> <li>• M. Hatem GHEMARI, Conseiller à la Direction des Affaires Politiques - Union du Maghreb Arabe</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Abdi HORMA, Directeur des Collectivités Territoriales, MAURITANIE</li> <li>• Dr. Neila AKRIMI, Directrice Générale CILG-VNGi, TUNISIE</li> </ul>  |
| <b>Afrique Centrale</b>   | 35 participants | <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Jean-Marc YACE, Maire de la ville de Cocody, Président de l'OIDP</li> <li>• SEM Azarias RUBERWA MANYWA, Ministre de la Décentralisation et des Réformes Institutionnelles, RD Congo</li> <li>• M. Jean Pierre ELONG MBASSI, Secrétaire Général CGLUA</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Paul KAMPAKOL, Coordonnateur des Organisations de la Société Civile pour l'accompagnement de la riposte à la COVID19, République du Congo</li> <li>• M. Georges TSHIONZA MATA, Assistant Technique COREF, en charge de la Transparence des Finances Publiques et de la Participation Citoyenne, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO</li> </ul>                                       |

|                  |                 |  |  |
|------------------|-----------------|--|--|
| Afrique de l'Est | 55 participants | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Odette Nzé, Mairie de la ville de Cocody, COTE D'IVOIRE</li> <li>• Dr Najat ZARROUK, Directrice de l'Académie des Collectivités Locales, CGLUA, Rabat, MAROC</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mme Eva SAWE, Représentante Kericho County, KENYA</li> <li>• Mme Mamy NAROVE, Directrice des Relations Internationales de la Ville de Toamasina, MADAGASCAR</li> <li>• M. Parfait RANDRIANITOVINA, Directeur Adjoint Projet Développement Communal Inclusif et Décentralisation – ProDÉCID, GIZ, MADAGASCAR</li> <li>• Vinesh CHINTARAM, Secrétaire Général de l'Union Africaine des Architectes, ILE MAURICE</li> <li>• Mike MABONGA, Président du Service Public, Human Resources Network, OUGANDA</li> </ul>   |
| Afrique Australe | 49 participants | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Docteur Najat ZARROUK, Directrice de l'Académie des Collectivités Locales, CGLUA, Rabat, MAROC</li> </ul>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• M. Ernest SUMANI, Coordinateur de l'Association des Gouvernements Locaux, ZAMBIE</li> <li>• M. Puvendra AKKIAH, Senior Manager IDP, Municipalité d'eThekwini, Durban, AFRIQUE DU SUD</li> <li>• Pedro LAICE, Responsable des Relations Internationales et de la Coopération, Association Nationale des Municipalités, MOZAMBIQUE</li> <li>• Maria Helena LANGA, Maire de Mandlakazi, MOZAMBIQUE</li> <li>• Patrick SOKHELA, Département de la Fonction Publique et de l'Administration, AFRIQUE DU SUD</li> </ul> |

## VIII. Mise en Place des Instances Politiques de l'OIDP

Le Bureau Afrique de l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Afrique) a procédé à la mise en place de ses instances politiques et opérationnelles dans les différentes sous-régions du continent africain (Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique Centrale, Afrique du Nord et Afrique Australe).

Cette initiative s'inscrit dans les perspectives de développement de l'observatoire dans le continent. Au cours de la 19ème Assemblée de l'OIDP, il a été décidé d'entamer un processus pour doter l'OIDP Afrique des instances politiques devant assurer la Présidence dans les sous-régions et la Présidence à l'échelle du continent. Lancée le 30 Mars 2021, quatre consultations sous régionales ont été organisées successivement en Afrique de l'Ouest, du Nord, Du Centre et de l'Est. La consultation consacrée à l'Afrique australe a connu deux reports successifs. A l'issue de ces caucus, les représentants choisis sont les suivants :

| Sous-Région               | Représentants  |
|---------------------------|--|
| <b>Afrique de l'Ouest</b> | <ul style="list-style-type: none"><li>• M. Baba NDIAYE, Président Conseil Départemental de Kaolack, SÉNÉGAL</li><li>• M. Jean Marc YACE, Maire de Cocody COTE D'IVOIRE</li></ul>             |
| <b>Afrique du Nord</b>    | <ul style="list-style-type: none"><li>• M. Mohamed SEFIANI, Maire la Commune Urbaine de Chefchaouen, MAROC</li><li>• Mme Imen OUARDANI, Vice-Maire Municipalité de Sousse, TUNISIE</li></ul> |
| <b>Afrique Centrale</b>   | <ul style="list-style-type: none"><li>• Mme Monique AYI, Maire de Dzeng, CAMEROUN</li><li>• M. Ghilsain NGUIMBI, Maire de Dolisie, REPUBLIQUE DU CONGO</li></ul>                             |
| <b>Afrique de l'Est</b>   | <ul style="list-style-type: none"><li>• Mme Rondromalala ANDRIAMAHASORO, Maire de la Commune d'Ampasy Nahampoana, MADAGASCAR</li></ul>   |
| <b>Afrique Australe</b>   | <ul style="list-style-type: none"><li>• M. Calisto Cossa, Maire de Matola, MOZAMBIQUE</li></ul>  |

Ces autorités politiques sont complétées par les représentants suivants :

- Mme Espérance Mwamikazi, RD CONGO,
- Mr Ernest Zakkiah (Phd), Wits University, SOUTH AFRICA
- Représentant SCT N°8 Union Africaine,
- Oumar SYLLA, Directeur pour l'Afrique de Onu HABITAT

## IX. Campus Virtuel des Penseurs Urbains à l'occasion de la Célébration de la Journée Mondiale des Villes sur le thème : "Promouvoir l'engagement des Collectivités Territoriales et des Citoyens pour la Ville dont nous avons besoin en Afrique, à l'heure du Covid-19 et au-delà"

Dans le cadre de son partenariat stratégique avec CGLU Afrique, l'OIDP Afrique a participé au Campus Virtuel des Penseurs Urbains sur la thématique "**Promouvoir l'engagement des**

**Collectivités Territoriales et des Citoyens pour la Ville dont nous avons besoin en Afrique, à l'heure du Covid-19 et au-delà".** Cette activité a été réalisée en partenariat et avec l'appui de plusieurs autres partenaires dont: UNDESA, ONU-Habitat, Cities Alliance, UNESCO, ICESCO, la Ville de Rabat, le Conseil Régional du Tourisme de la Région de Rabat-Salé Kénitra, Fondation Romulato Del Bianco, Life Beyond Tourism de Florence. Le Jour de l'action a été dédié à la Culture et au Patrimoine dans le contexte de la pandémie du Covid-19 et ce, en coordination avec le Programme Capitales Africaines de la Culture (CAC) de CGLU-Afrique et la Ville de Rabat.



*Illustration 9 : Flyer sur le Campus Virtuel*

Les objectifs du Campus Virtuel étaient :

- Informer et sensibiliser sur les difficultés et les défis actuels dans le contexte de la pandémie du Covid-19 ;
- Expliquer et démontrer en quoi consiste l'engagement des Collectivités Locales et des Citoyens en temps de crise, comme celle de la pandémie de Covid-19;
- Présenter et partager des expériences réussies en Afrique et dans différentes autres régions du monde sur le concept et les approches de l'engagement inclusif et participatif en temps de crise ;
- Informer, sensibiliser, apprendre, notamment de ses pairs, former et renforcer les capacités sur les Principes de la Ville que nous voulons, en mettant l'accent sur les principes de l'engagement, l'inclusion et le développement économique local ;
- Echanger sur l'impact qu'a eu la crise sur le secteur de la Culture et du Patrimoine.

L'évènement a accueilli 200 participants sur la plateforme Zoom et a été suivi via le live Facebook et YouTube par 1876 personnes.

## X. Forum National sur le Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones au Togo

Le forum national sur le programme d'appui aux gouvernements ouverts francophones s'est tenu le mardi 17 août à Lomé. La rencontre a été organisée par l'ONG Appui au Développement et à la Santé Communautaire (ADESCO), avec le soutien d'Expertise France, l'Agence Française de Développement et CFI Développement Médias.

Cette activité s'inscrit dans la mise en œuvre du projet «Campagne de sensibilisation et de formation pour l'adhésion du Togo au Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (PGO)» piloté par l'ONG ADESCO. Le PGO est une initiative internationale multilatérale pour la transparence des gouvernements mise en place en septembre 2011 et regroupant 75 pays dont 9 Etats africains ainsi que des ONG représentant la société civile.



*Illustration 10 : Forum National PAGOF - Togo*

Ce forum national a réuni 50 acteurs de l'administration, des institutions de la République, des élus locaux, de la chefferie traditionnelle et des représentants de la société civile et des médias. Il vise à fournir une plateforme de sensibilisation des différents acteurs et des partenaires sur le PAGOF pour guider un processus de plaidoyer à l'endroit des autorités nationales en vue d'une décision favorable à l'adhésion du Togo au PAGOF d'ici à 2022.

La réunion s'est déroulée suivant une démarche participative à travers des panels autour des thèmes liés à la question, avec l'assistance de deux personnes ressources qui ont une bonne maîtrise des sujets de gouvernance. Des travaux de groupe sur les avancées et limites du gouvernement ouvert, notamment sur les thématiques de transparence, redevabilité, intégrité et lutte contre la corruption, la participation citoyenne et le rôle des TIC pour le gouvernement ouvert, ont été les principaux temps forts de la rencontre.

## XI. Contribution aux Activités de People Powered

People Powered est le hub mondial de la démocratie participative, et s'investit de la mission d'accroître le pouvoir de décision des citoyens en soutenant les organisations et les gouvernements qui construisent la démocratie participative dans le monde entier.

Au cours de l'année 2021, OIDP Afrique a contribué à un ensemble d'activités organisées par People Powered, notamment :

- Atelier « Conception d'activités efficaces pour l'apprentissage en ligne »
- Séminaire sur les « Impacts du budget participatif sur l'éducation et l'apprentissage »
- Séminaire sur « Une théorie globale du changement pour la budgétisation participative »
- Atelier « Collecte de fonds pour les programmes de démocratie participative »
- Contribution à la définition d'actions prioritaires du Plan Stratégique de People Powered 2022

### C. Volet Stratégie et Développement de Capacités

#### XII. Session de Formation sur le Développement Économique Local – Tunis

La session internationale de formation au Développement Économique Local, tenue au Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD) à Tunis du 3 au 13 Mars 2020 et a accueilli des participants venus du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et de la Tunisie.

Elle a été organisée par Enda ECOPOP en partenariat avec le Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation (CFAD de Tunisie), l'Académie des Collectivités Locales de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (ALGA/CGLU Afrique), l'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP Espagne) et avec l'appui scientifique de Onu HABITAT et ECOPLAN (Canada) qui ont produit les supports didactiques objet de la formation.



*Illustration 16 : Photo de famille formation DEL - Tunisie*

L'objectif global de la session était de créer un pool de facilitateurs et conseillers issues de l'administration (centrale et locale), des universités et de la société civile, apte à accompagner les collectivités territoriales africaines dans la mise en œuvre d'une approche de planification stratégique du développement économique local. De manière spécifique, il s'est agi de :

- Former une vingtaine de facilitateurs et conseillers aux concepts, méthodes et approches de mise en œuvre du développement économique locale dans les collectivités territoriales,
- Développer des plans d'action pour l'accompagnement des participants à investir, à leur retour, les acquis de la formation en développement économique local, dans leurs institutions et territoires.

La première partie de la session internationale de formation fut consacré à l'introduction aux concepts théorique du Développement Economique Local. La deuxième partie de la formation a été consacré aux méthodes et techniques d'accompagnement pratique des collectivités à élaborer leur approche de développement économique local. Enfin, la troisième partie de la session de formation fut consacré à l'élaboration, par les participants, de leurs plans d'actions de mise en œuvre des compétences acquises, l'évaluation de la session, la certification et la clôture de l'atelier par le Directeur Général du CFAD.

La session de clôture a été l'occasion pour le Coordinateur Exécutif de Enda ECOPOP et le Directeur Général du CFAD de procéder à la signature de la convention de partenariat, permettant aux deux institutions de conjuguer leurs efforts pour le renforcement des capacités d'accompagnement de la décentralisation dans les domaines de la formation et la mise en réseau sur différents thèmes en lien avec la décentralisation, la gouvernance, le développement local et la domestication des ODD.



*Illustration 17 : Signature de la convention de partenariat entre le CFAD et enda ECOPOP*

### **XIII. Session de Formation des Facilitateurs et Cadres Municipaux au Budget Participatif – Caracol (Haïti)**

La formation des facilitateurs et cadres municipaux au Budget Participatif rentre dans le cadre de la sous composante 1.2 du projet MDUR, afin de doter les acteurs institutionnels et de la société civile d'outils leur permettant de restaurer la confiance entre élus/décideurs et citoyens par la participation de ces derniers à la vie des institutions et la gestion publique.



*Illustration 18 : Session de Formation des Facilitateurs et Cadres Municipaux au Budget Participatif – Haiti*

#### **XIV. Formation des agents techniques et acteurs locaux de la ville de Dakar et de la commune de Grand-Yoff sur la préparation et le financement de projets d'investissement**

Les ateliers de formation se sont déroulés du 24 novembre au 16 décembre 2020 au Centre Internationale de Formation des Autorités et des Leaders (CIFAL) de la Ville de Dakar, situé à la SICAP Rue 10 dans la commune de Grand Dakar, suivant le calendrier ci-dessous :

- **Session sur la gestion de projet et les capacités administratives** : Mardi 24, Mercredi 25 et jeudi 26 Novembre
- **Session sur l'eau et l'assainissement** : Mardi 1, Mercredi 2 et jeudi 3 Décembre
- **Session sur la gestion urbaine** : Lundi 14, Mardi 15, Mercredi 16 Décembre.



*Illustration 19 : Photo de famille formation des agents techniques et acteurs locaux de la ville de Dakar et de la commune de Grand-Yoff*

Les objectifs de la tenue de ces sessions de formation étaient de :

- Renforcer les capacités du personnel des services techniques de la Ville de Dakar, membres du comité de pilotage et d'autres acteurs clés du projet dans les domaines de 1) gestion urbaine, (2) eau et assainissement urbain, (3) gestion des projets et capacité administrative ;
- Développer des méthodologies pour que les approches de formation soient durablement ancrées dans les services techniques de la ville et parmi les participants ;
- Mettre en œuvre les approches de formations sur les trois domaines (1) gestion urbaine, (2) eau et assainissement urbain, (3) gestion de projet et capacités administratives ;
- Développer un contenu pertinent de formation à mettre à la disposition des participants.

Ces sessions de formation ont permis aux participants d'échanger et discuter sur leurs expériences diverses dans leurs pratiques en ce qui concerne la mise en œuvre et l'évaluation de projets de développement. Dans l'ensemble les ateliers de formation se sont bien déroulés tout au long de la période avec une implication, une participation dynamique et un intérêt manifeste des participantes et des participants. Sur toutes les thématiques développées, on a noté beaucoup d'échanges et de partages entre les formateurs et les participantes et les participants.



La succession des présentations avec des travaux de groupes et des études de cas pour chaque thématique ont facilité le contenu des enseignements et apprentissages pendant toute la durée des 03 sessions de formation. La clarté des présentations et les synthèses journalières des activités déroulées la veille ont beaucoup facilité la compréhension et la maîtrise des séances par les participants. Les participants ont, à l'unanimité tous salué et approuvé la démarche participative suscitée tout au long des sessions de formation.

*Illustration 20 : Travaux de Groupe formation des agents techniques et acteurs locaux de la ville de Dakar et de la commune de Grand-Yoff*

La synthèse des différentes évaluations confirme que les objectifs fixés dans le cadre de cette formation sont atteints, de même que les attentes des participants sont couvertes et satisfaites. Concernant la formation sur la gestion de projet et capacités administratives, sur les 18 participants qui ont remplis les fiches d'évaluation, 16 personnes ont jugé la formation très utile et 02 l'ont jugé utile. Pour ce qui concerne la session de formation sur l'eau et l'assainissement, sur les 19 participants qui ont remplis les fiches d'évaluation, 09 personnes ont jugé la formation très utile et 09 autres participants l'ont jugé utile, contre 01 participants qui a jugé cette session peu utile. Enfin, la formation sur la gestion urbaine a enregistré 23 personnes qui ont rempli les fiches d'évaluation, dont 17 participants qui ont jugé la formation très utile et 06 participants qui l'ont jugé utile.

Dans l'ensemble, pratiquement tous les participants ont jugé très utiles (42/60) à utiles (17/60) les sessions et aimeraient encore d'avantage se faire accompagner dans un processus post formation afin d'approfondir les connaissances acquises.

## **XV. Atelier de Formation au Plaidoyer des Acteurs de la Société Civile pour l'Adhésion du Togo au PGO**

L'atelier de formation au plaidoyer des acteurs de la société civile pour l'adhésion du Togo au PGO, qui s'est tenu du 18 au 20 août 2021 à l'Agora Senghor de Lomé, a été mis en œuvre par l'ONG Appui au Développement et à la Santé Communautaire (ADESCO), avec l'appui des partenaires Expertise France, CFI Développement Médias et l'Agence Française de Développement (AFD).

L'objectif de cette session était de renforcer les capacités de plaidoyer des acteurs de la société civile pour l'adhésion du Togo au PGO. Monsieur Bachir Kanouté, Coordinateur de l'OIDP Afrique, ainsi que des personnes ressources au niveau national, réputées pour leur maîtrise des sujets de gouvernance et connues pour leur expériences pratiques en matière de contrôle citoyen de l'action publique ont été mobilisés pour l'animation de la session.

La formation était aussi l'occasion de présenter le PAGOF et son importance pour la gouvernance, la transparence et la redevabilité des gouvernements des pays membres du Partenariat. De même, les formateurs ont renforcé les capacités des participants sur le plaidoyer et le lobbying pour l'adhésion du Togo au PGO et leur ont présenté les étapes du processus.

### Agenda de la session

|                    | 18 Aout 2021   | 19 Aout 2021   | 20 Aout 2021   |
|--------------------|--|--|--|
| <b>9h-11h</b>      | <b>Ouverture et mise en route de l'atelier</b>   | Séquence 4 :<br><b>Formuler et présenter les messages en matière de décisions politiques</b> | Séquence 7 :<br><b>Faire des présentations efficaces</b>             |
| <b>11h-11h30</b>   | Pause-Café   |  |  |
| <b>11h30-13h30</b> | Séquence 1 :<br><b>Introduction au plaidoyer</b>   | Séquence 5 :<br><b>Comprendre le processus décisionnel</b>                                   | Séquence 8 :<br><b>Mobilisation des ressources pour le plaidoyer</b> |
| <b>13h30-14h30</b> | Pause-Déjeuner   |  |  |
| <b>14h30-17h</b>   | Séquence 2 :<br><b>Choisir l'objectif de plaidoyer</b><br><br>Séquence 3 :<br><b>Etude du public des décideurs</b> | Séquence 6 :<br><b>Forger des alliances</b>  | <b>Perspectives et plan d'actions</b><br><br><b>Clôture Atelier</b>  |

A l'issue de cette session de renforcement de capacités, il est retenu en perspective de mettre en place un comité de lobbying et de plaidoyer qui ira vers l'administration et ciblera les personnes clés pour faire en sorte que le Togo s'engage dans ce processus.



Illustration 21 : Photo de famille Atelier de Formation au Plaidoyer pour l'Adhésion du Togo au PGO

## D. Budget 2020-2021

Le budget pour les exercices 2020 et 2021 du bureau de la région Afrique de l’OIDP s’élève à un montant total de **80 861 688 FCFA**, répartis comme suit :

|                                      | 2020              | 2021              |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Personnel                            | 18 636 756        | 23 339 256        |
| Appui au Processus                   | 4 500 000         | 4 500 000         |
| Visibilité                           | 2 400 000         | 3 669 000         |
| Voyage, Transport et Prise en Charge | 13 766 874        | 6 049 802         |
| Bureaux et Charges Locatives         | 2 000 000         | 2 000 000         |
| <b>Total</b>                         | <b>41 303 630</b> | <b>39 558 058</b> |

## E. Perspectives en 2022

Au cours du prochain exercice 2022, les domaines d’actions et activités suivants sont en perspective :

- **L’Indice de la Démocratie Participative (IDP)** : indice lancé par OIDP Afrique, qui contribue à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), de l’Agenda 2063 de l’Union Africaine et du Nouvel Agenda Urbain. Sa mise en œuvre sera étroitement alignée aux principes de la gouvernance participative. Il permettra de mesurer la démocratie participative dans chaque pays en se basant sur des indicateurs définis et d’établir ainsi un benchmarking entre les différents pays.
- **Cadre de coopération OIDP 2021-2026** : cadre de dialogue, de renforcement de capacités et de mobilisation des ressources avec 4 niveaux d’intervention (région, pays, commune, communautés)
- **AFRICITES 9** : événement panafricain phare de Cités et Gouvernements Locaux Unis d’Afrique (CGLUA), qui a lieu tous les trois ans dans l’une des cinq régions du continent. La 9<sup>e</sup> Edition qui se tiendra du 17 au 21 mai 2022 à Kisumu portera sur le thème « Le rôle des villes intermédiaires d’Afrique dans la mise en œuvre de l’Agenda 2030 des Nations Unies et de l’Agenda 2063 de l’Union Africaine »
- **Forum Urbain Mondial 11** : Le Forum urbain mondial (FUM) est la première conférence mondiale sur l’urbanisation durable. La 11<sup>e</sup> Edition se tiendra dans la ville de Katowice, en Pologne, du 26 au 30 juin 2022
- **5 Sessions internationales de formation** sur le développement économique local (15-25 mars 2022 à Abidjan), la prévention et lutte contre la corruption dans les collectivités territoriales (15-25 avril 2022 à Tunis et 12-22 juillet 2022 à Abidjan), les approches de participation et engagement citoyen dans la gestion publique locale (29 août - 9 septembre 2022 à Dakar) et la formation des formateurs au leadership local (8-18 novembre 2022 à Abidjan)
- **Perspectives Opérationnelles** : finalisation du panorama pays et mise à jour des profils des collectivités territoriales sur la plateforme OIDP Afrique et lancement des discussions thématiques

- **Organisation du Prix d'Excellence du Leadership Local** : évènement vise l'objectif majeur de promouvoir l'excellence, la créativité et l'innovation dans la gouvernance territoriale. Une prospection est également prévue pour la Côte d'Ivoire.
- **Annonce des Assises DEMOPART 2023** : appel à candidatures pour les villes intéressées à accueillir la prochaine conférence de l'OIDP Afrique, prévue en 2023
- **Finalisation de l'installation des points focaux opérationnels** au niveau des sous-régions et des pays.